

**Séminaire international Développement, « Bien Vivre » et
conflits en territoire autochtones, Réflexions et expériences en
Amérique latine, 5 avril 2013, Valdivia, Chili**

Ximena Cuadra and Isabel Orellana

Volume 12, 2014–2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1083363ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

1373-9689 (print)

2561-2271 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cuadra, X. & Orellana, I. (2014). Review of [Séminaire international Développement, « Bien Vivre » et conflits en territoire autochtones, Réflexions et expériences en Amérique latine, 5 avril 2013, Valdivia, Chili]. *Éducation relative à l'environnement*, 12, 253–255.

questions de la mobilisation des savoirs et de la contribution des milieux de pratiques aux orientations de la recherche académique ont également été mises de l'avant.

Répondant en partie à la préoccupation de la mobilisation des savoirs, le Centr'ERE a présenté sa nouvelle plateforme Web « Espace ressources » (www.espace-ressources.uqam.ca), soit une banque de ressources documentaires et pédagogiques, destinées autant aux chercheurs qu'aux enseignants et autres intervenants en ERE. Ce lancement a mis la table à deux célébrations marquantes pour l'année 2014 : l'accueil du premier chercheur émérite du Centr'ERE, Gaston Pineau, de même que l'annonce des récipiendaires des premières bourses d'excellence du centre offertes aux étudiants de deuxième et troisième cycles : Jérôme Lafitte (doctorat en éducation, UQAM), Christophe Ndong-Angoue (doctorat en éducation, Université Laval) et Félix Lebrun-Paré (maîtrise en sciences de l'environnement, UQAM).

Les réflexions issues de ce colloque se sont poursuivies lors du 5^e Séminaire du Centr'ERE, ayant eu lieu le 18 septembre 2014 à Montréal.

Tous les diaporamas des présentations sont disponibles sur le site du Centr'ERE : www.centriere.uqam.ca/prod-recentes/videos-et-diaporamas.html

Félix Lebrun-Paré et Eva Auzou

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté, Université du Québec à Montréal

**Séminaire international
Développement, « Bien Vivre » et conflits
en territoire autochtones
Réflexions et expériences en Amérique latine
5 avril 2013, Valdivia, Chili**

L'Observatoire Citoyen du Chili et le Département de science politique et administrative de l'Université de Salamanca d'Espagne ont organisé en partenariat le séminaire Développement, Bien Vivre et conflits en territoires autochtones : réflexions et expériences en Amérique Latine. L'événement a eu lieu le 5 avril dernier à Valdivia (Chili), « ville universitaire et de la connaissance ». Ont également collaboré à ce séminaire la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université Austral du Chili, l'Institut

d'études anthropologiques de l'Université Austral du Chili, l'Observatoire des Droits Humains des Peuples Autochtones de Neuquén d'Argentine, le Parlement de Coz Coz – organisation autochtone Mapuche du Chili, la Communauté Diaguita de Huasco Alto (Chili), et aussi le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté – Centr'ERE – de l'Université du Québec à Montréal, grâce au soutien financier de DIALOG – Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones.

Cet événement a été un espace de partage d'expériences et de réflexions autour de la proposition du « Bien Vivre », ce paradigme qui revendique la légitimation de principes éthiques et de savoirs traditionnels autochtones relatifs à l'organisation de la vie collective et la gestion des territoires, basés sur le bien-être, la paix, la plénitude et la liberté en communauté – au sein du réseau d'humains et non humains – en harmonie avec la nature, et qui confronte le mode dominant de développement basé sur l'extraction illimitée des ressources naturelles.

Ce modèle de développement s'est répandu, entre autres, par le déploiement de projets industriels d'envergures, dont beaucoup se trouvent dans des territoires autochtones. Le promoteur de ces interventions était essentiellement l'État durant les 70, mais durant les années 80 et 90, ce rôle est joué par les entreprises privées dans une perspective d'ouverture des marchés et des frontières, de globalisation.

La majorité de ces projets ont été implantés sans la consultation ni le consentement des communautés directement affectées, sans compensation des dommages qu'elles subissent et sans assurer le partage des bénéfices obtenus.

La proposition du Bien Vivre a réussi à obtenir la reconnaissance juridique dans les nouvelles constitutions d'Équateur (2008) et Bolivie (2009), mais les obstacles à sa mise en œuvre sont encore importants, car il n'y a pas de politiques publiques adéquates et cohérentes avec les principes du Bien Vivre.

Cette situation a provoqué une augmentation des tensions et des conflits entre communautés et peuples autochtones, États et investisseurs, générant fréquemment des mouvements de protestation sociale, souvent criminalisés.

Au cours du séminaire, les échanges ont fait état des luttes des communautés locales et autochtones contre les projets extractifs actuellement en expansion. Les participants ont dénoncé l'atteinte aux droits collectifs, politiques et territoriaux des peuples autochtones qui sont reconnus par les systèmes

juridiques nationaux et internationaux. Bien que la Déclaration universelle des droits des peuples autochtones adoptée à l'ONU ait été reconnue presque dans tous les pays d'Amérique latine, on constate une augmentation des violations de ces droits à cause de l'expansion de l'industrie minière et énergétique qui s'installe majoritairement sur des terres autochtones. Ceci a généré une situation de conflit et de violence. La résistance des communautés face à ces projets économiques est en augmentation. Ce type de projets détériore les milieux de vie et aussi la coexistence interethnique, la gouvernance et la sécurité démocratique, a-t-on signalé au séminaire.

Face à cette situation, le mouvement social et communautaire – de plus en plus structuré – interpelle le système politique actuel et questionne la démocratie et les styles de vie occidentaux.

Site internet : www.observatorio.cl/node/8659

Ximena Cuadra et Isabel Orellana

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté, Université du Québec à Montréal